

# RAPPORT ANNUEL 2010-2011



**PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE**

**LE 19 OCTOBRE 2011**

**à Toronto, Ontario**



# RAPPORT ANNUEL 2010-2011

## Il était une fois un petit village...

Le travail d'AOCVF s'est poursuivi au cours de cette année conformément à son plan stratégique de 2010-2014 « Ensemble ! Ça marche ! » Si la plupart des activités s'inscrivent dans la continuité, d'autres sont nouvelles, inspirées du plan stratégique ou en réponse à de nouvelles initiatives gouvernementales ou communautaires ou encore liées à l'émergence de nouveaux enjeux.

Le présent rapport annuel fait le bilan des réalisations d'AOCVF. Malgré le travail des employées, accomplir le mandat d'AOCVF ne serait pas possible sans l'apport des survivantes elles-mêmes, des intervenantes de première ligne, des directrices, des contractuelles, des partenaires communautaires, des universitaires, des agents et agentes des ministères et de certains de nos élus et élues. Comme dit l'adage africain « ça prend tout un village... », ça prend aussi tout un « village provincial » pour mener à l'âge adulte un organisme ambitieux (et quelque peu turbulent !) comme le nôtre... Nous espérons donc que vous verrez ces réalisations non seulement comme celles d'AOCVF, mais également comme les vôtres.

Voici donc ce qu'a accompli « notre » village cette année.

## Le développement des services en français (SEF)

### Les services en matière de violence conjugale

L'ouverture officielle de la maison d'hébergement francophone de Timmins « Villa RenouvEllement » a eu lieu en avril 2010, en présence de dignitaires, dont la ministre Madeleine Meilleur. Peu après, son excellence la Gouverneure générale Michaëlle Jean rendait visite à la maison et prenait un repas avec les résidentes. La maison a donc été « marrainée » par deux modèles de détermination et d'engagement envers la cause des femmes ! Quel bon augure.

L'an dernier, la création d'une maison d'hébergement francophone de 20 lits à Toronto avait été annoncée. Le conseil d'administration a poursuivi le travail de mise en œuvre tout au long de l'année – achat du terrain, permis, zonage, etc. La construction débutera au cours de l'été 2011, et l'ouverture des portes est prévue pour le printemps 2012.

### Les services en matière d'agression à caractère sexuel

Le 2 mars 2011, à la suite des consultations organisées dans les collectivités (dont trois par AOCVF et ses partenaires avec les survivantes et les intervenantes francophones), la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (DGCFO) a rendu public le « Plan d'action ontarien contre la violence à caractère sexuel ». À sa lecture, on constate que le processus de consultation n'a pas été inutile. En effet, plusieurs des préoccupations exprimées par les femmes lors des consultations se retrouvent dans le plan d'action, en particulier : la prévention et la sensibilisation auprès du grand public, la formation des intervenantes dans les CALACS, dans les systèmes de santé et de justice, ainsi que les réformes en matière de traite des

personnes. La mise en œuvre du plan s'effectue dès maintenant, entre autres par la planification d'un forum provincial qui devrait avoir lieu au printemps 2011.

## Oasis Centre des femmes

Parmi les réalisations de l'année, on ne peut passer sous silence le renouveau vécu à Oasis Centre des femmes qui s'est produit cette année. Après des moments difficiles, l'arrivée de Dada Gasirabo (employée d'AOCVF !) à la direction a su redonner espoir aux intervenantes, au conseil d'administration, aux bailleurs de fonds et aux partenaires de la communauté. Dans un élan de solidarité, plusieurs des membres d'AOCVF ont soutenu Oasis pendant cette transition par des appels, le partage de documents ou de conseils judicieux au conseil d'administration, aux intervenantes ou à la directrice. Une preuve que le village veillait...

Il y a aussi eu des changements dans le Sud-Ouest, où l'un de nos organismes membres a obtenu le mandat d'assurer la mise en œuvre du programme en appui transitoire et soutien au logement à Windsor. Félicitations au Réseau des femmes du Sud de l'Ontario -Sarnia/Lambton.

## Des services juridiques pour les femmes

AOCVF travaille toujours à son ambitieux projet de **clinique juridique pour les femmes francophones**. Si celle-ci n'a pas encore vu le jour, ce n'est pas faute d'efforts ! Toutefois, bien que le résultat final ne soit pas encore atteint, nous avons effectué plusieurs activités permettant aux femmes d'avoir un meilleur accès à la justice :

- L'embauche de Josée Guindon à titre de directrice du volet « d'éducation juridique », suivi par l'embauche de l'avocate Mélanie Clément pour la continuité des activités du projet « Femmes ontariennes et droit de la famille » (financé par la DGCFO) et la réalisation du projet « Outiller vers la sécurité » dont le financement provient de Condition féminine Canada.
- De plus, dans le cadre d'un projet financé par Aide juridique Ontario (AJO), AOCVF a coordonné la réalisation d'une étude des besoins juridiques des femmes francophones pour le compte du Centre francophone de Toronto. AJO cherchait à savoir de quelle façon les femmes d'expression française pourraient être mieux servies dans le cadre de son mandat actuel. Le rapport a été déposé au printemps 2011.
- Grâce à l'apport de ces deux nouvelles employées, AOCVF a pu participer aux rencontres sur la réforme du droit de la famille et aux consultations d'AJO. Nous avons aussi collaboré avec le Centre ontarien de prévention des agressions (COPA) pour la mise à jour de leur module sur les droits des enfants. Autre collaboration, cette fois avec le Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones (MOFIF) pour la réalisation d'outils, entre autres sur les conséquences légales de la violence sexiste. Josée et Mélanie travaillent aussi avec Metrac et Luke's Place pour la réalisation de projets communs.

Malgré le fait que les heures soient bien remplies à former les intervenantes, rédiger le matériel, etc., Josée et Mélanie ne perdent pas de vue l'objectif à long terme... la clinique.

**Ligne Fem'aide** - Le numéro est le 1.877.336.2433, soit 1.877.FEMAIDE.



Grâce à un financement de la Fondation Trillium, la ligne a travaillé à mieux planifier ses outils de promotion et d'évaluation et à codifier ses pratiques tant d'intervention que de gestion. Bibiane Tremblay a occupé le poste entre septembre 2009 et décembre 2010. Élisabeth Larsen a pris la relève en février 2011 (aidée d'Adama Touré grâce à un achat de services avec Oasis) avec la tâche urgente d'organiser une formation provinciale des intervenantes dès le mois de mai (la dernière formation où toutes étaient regroupées datant déjà de 2008!).

Comme prévu, une évaluation de Fem'aide — de son mode de gestion, de l'intervention — a été faite, sous la gouverne de Lucie Brunet. Les partenaires et les survivantes qui ont pris part à l'évaluation ont pour la plupart exprimé une grande satisfaction face aux services offerts par la Ligne, tout en indiquant des lacunes auxquelles il faudra remédier. Pour leur part, les gestionnaires des trois régions ont réitéré leur engagement envers le modèle mis en place, avec ses succès et ses défis ! Les recommandations du rapport constituent l'essentiel du plan de travail que s'est donné la Ligne pour les prochaines années.

## Le soutien à l'intervention au moyen de la formation

L'Institut francophone de formation en matière de violence faite aux femmes a vu son financement renouvelé pour trois ans. Ceci nous a permis de consulter les intervenantes sur leurs besoins et ainsi, d'établir un échéancier pour les prochaines années.

La formation des intervenantes est essentielle à l'offre de services de qualité et AOcVF s'efforce de la rendre accessible par une diversité de moyens : en déplaçant les formatrices en régions, en amenant vers un même lieu les intervenantes de plusieurs centres, en offrant la formation en ligne (à ce jour 414 inscriptions), en utilisant les webdiffusions ou les baladodiffusions et en facilitant la participation à des formations offertes par d'autres organismes. Les rencontres provinciales avec les intervenantes ont toujours lieu deux fois l'an, en mai et en novembre. Dorénavant, pour limiter la taille du groupe qui ne cessait de croître, nous réservons le mois de mai aux intervenantes en agression à caractère sexuel et le mois de novembre à celles qui travaillent surtout en violence conjugale. Chacune des formations que nous offrons est accompagnée de matériel écrit afin de permettre de revoir les informations et de les diffuser.

Parmi les formations offertes cette année, soulignons la formation sur le syndrome de stress post-traumatique offerte par la D<sup>re</sup> Pascale Brillon et une semaine intensive à Oasis pour les nouvelles (et moins nouvelles) membres de l'équipe, ainsi que les formations sur le Projet de loi sur les réfugiées et réfugiés, sur les enjeux juridiques et sur l'animation de groupes de soutien pour femmes de 65 ans et plus...

Plusieurs projets mènent à des formations, ceux de nature juridique, par exemple. Mais, cette année, il faut aussi mentionner le projet sur l'accessibilité qui a mené à une série de formations à travers la province. Le projet de création d'outils pour les programmes d'enfants exposés à la violence a également permis de réunir les intervenantes de ce programme pour de la formation et la validation des outils. À la fin de mars 2011, tous les outils créés dans le cadre de ce projet

ont été envoyés à l'impression (*Un pas vers la sécurité, Voilà comment je me sens*, cartes thématiques, thermomètre du suicide, roue des émotions et le guide d'intervention pour les intervenantes) ! Dès réception, ils seront distribués aux intervenantes auprès des enfants.

AOcVF a également offert de la formation aux gestionnaires des services. Nous travaillons à l'élaboration d'un guide pour les gestionnaires et directrices des organismes féministes en violence contre les femmes. Une première rencontre a eu lieu pour déterminer les besoins, le contenu, les ressources possibles. Nous avons démarré de nouveaux services au cours des années et un tel outil aurait été d'une grande utilité. Mais nous voyons aussi venir des changements dans les directions dans les prochaines années, d'où l'importance de bien préparer la relève en fournissant des informations et des outils, dont, par exemple, un historique du développement des services en français ou encore des textes sur la gestion des ressources humaines.

Madeleine Dagenais et Annette Perrin voient à la réalisation et l'organisation des activités de l'Institut. Cette année, elles ont été soutenues par Pascale Ouellette qui, dans son rôle d'adjointe aux projets, a participé à la réalisation de plusieurs outils, en particulier pour le projet sur l'accessibilité et celui pour le programme Enfants exposés. Ont également été mises à contribution, Johanne Ouimette pour une multitude de sessions de formation et la rédaction d'outils (accessibilité, Enfants exposés), Viviane Koné et Julie Lassonde.

## La sensibilisation communautaire

### La campagne Voisin-es, ami-es et familles (VAF)

Après le départ de Dada Gasirabo, Élisabeth Larsen a pris la relève du projet VAF. Depuis le début de la mise en œuvre, on peut constater des résultats immédiats par des facteurs comme l'augmentation de la capacité des collectivités à reconnaître les signes avertisseurs et les facteurs de risque de violence (capacité mesurée à partir des évaluations des participantes et participants) et l'augmentation de la connaissance des SEF en violence faite aux femmes (mesurée, entre autres, par le nombre d'appels référés à la ligne Fem'aide par le programme VAF, par l'augmentation du niveau de connaissance des SEF en violence faite aux femmes et par l'augmentation de l'aiguillage vers les divers services).

En terminant cette deuxième phase de la campagne, on s'interroge sur la façon d'entreprendre la troisième, compte tenu des limites des ressources humaines dans les régions. Une évaluation est en cours, qui nous l'espérons, permettra de guider les phases subséquentes de la campagne.

## Publications et communications

Les publications produites dans le cadre de nos différents projets sont pour la plupart mises en ligne et distribuées aux organismes membres de notre réseau. Mentionnons entre autres cette année, notre projet sur l'accessibilité où nous avons produit un manuel de politiques, pratiques

et procédures, des fiches de référence ainsi qu'une liste de moyens à prendre pour rendre les services à la clientèle des organismes francophones en matière de violence plus accessibles et conformes aux exigences de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO). Nous avons aussi créé sur notre site Internet une page spécifique à l'accessibilité où tous ces outils et des liens vers d'autres sites se retrouvent et à partir desquels les documents peuvent être téléchargés.

Le document d'analyse de Kathryn Penwill « Comprendre au lieu d'étiqueter - L'intervention auprès des survivantes d'agression à caractère sexuel psychiatriquées » a été distribué lors de la rencontre de concertation de novembre dernier. Ce document vise à sensibiliser les intervenantes du réseau au lien qui existe entre les problèmes de santé mentale et l'agression à caractère sexuel dans l'enfance ainsi qu'à l'expérience vécue par les femmes psychiatriquées. Il vise également à offrir des connaissances de base concernant la psychiatrie et le domaine de la santé mentale.

Suite aux nombreuses demandes et afin de répondre au besoin d'utiliser ces outils de référence sur une base continue, nous avons fait imprimer, selon le code de couleur des différentes parties de la formation, tous les modules de notre formation en ligne et les avons distribués dans notre réseau.

Dans un projet de trois ans se terminant en 2013 avec la Société de santé en français, nous travaillons à la rédaction d'un module de formation en ligne sur la triple problématique de la violence faite aux femmes, la santé mentale et la toxicomanie, ainsi que des fiches d'information pour les femmes à ce sujet.

En préparation des élections fédérales, nous avons préparé une baladodiffusion encourageant les femmes à se prévaloir de leur droit de vote et produit des fiches d'information expliquant comment se préparer à aller voter.

En collaboration avec la collective lesbienne de l'Ontario, Julie Lassonde a rédigé pour AOcVF un document sur les moments juridiques des communautés lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et *queer* (LGBTQ) au Canada dont elle parle dans une baladodiffusion sur notre site.

Soulignons aussi notre utilisation de plus en plus fréquente des technologies de l'information comme les baladodiffusions qui s'avère un moyen facile et efficace de diffuser des informations à un grand nombre de personnes à la fois dans nos réseaux virtuels.

## Autres activités en cours

### Recherche de financement

- Pour la continuité du projet Enfants exposés : il faudrait refaire une nouvelle vidéo qui remplacerait « Le Prince héritier » qui a pris de l'âge...
- Pour la coordination de la Ligne Fem'aide : une demande a été faite pour mieux coordonner la création d'outils de promotion

- Pour un projet en prévention des agressions à caractère sexuel par le changement systémique, spécifique à l'Ontario français

## Participation à des comités

### ✓ Réforme ontarienne du droit de la famille

Puisque les tribunaux du système juridique sont surchargés, le ministère du Procureur général (MPG) veut apporter des changements à la procédure de séparation (incluant la garde légale, la séparation des biens, etc.). Le ministère a formé un comité pour étudier les méthodes alternatives et les discussions portent, entre autres, sur la tenue d'une séance d'information obligatoire et sur le processus de triage afin de dépister les cas à « haut risque de conflits » qui à notre avis, devraient s'appeler « les cas de violence faite aux femmes », pour bien refléter la réalité. Y sont discutés aussi les moyens dont disposent les juges pour mettre fin à l'intimidation juridique (*bullying*), l'importance d'avoir des travailleuses de défense des droits des femmes, la médiation, etc. Évidemment, AOcVF y revendique des services en français (SEF), l'adaptation des outils... Johanne Ouimette a passé le flambeau à Josée Guindon à cette table.

### ✓ Aide juridique Ontario

Participation au comité sur les services en français. On a pu y discuter, entre autres, des lacunes constatées sur la ligne sans frais d'AJO lors de l'expansion. Des améliorations ont vite été apportées.

### ✓ Comité sur l'évaluation du risque

Mené par le Centre for Research on Violence against Women and Children, ce comité cherche à élaborer un outil d'évaluation du risque et à offrir la formation pour apprendre à utiliser l'outil. Johanne Ouimette participe au comité pour AOcVF.

## Démarchage sur des enjeux d'actualité

### ❖ Lettres envoyées

Appréhension des femmes en maisons d'hébergement : nous nous inquiétons des méthodes utilisées pour appréhender des femmes qui seraient en situation d'illégalité au Canada et nous avons écrit au ministre fédéral de l'immigration à ce sujet.

Projet de loi portant atteinte au libre-choix en matière d'avortement : nous avons écrit au Premier ministre du Canada à ce sujet, soulignant de quelle manière le projet de loi allait compromettre les droits acquis des femmes canadiennes.

### ❖ Participation

Le conseil d'administration d'AOcVF a approuvé la participation à une coalition pancanadienne qui a obtenu un statut d'intervenant dans l'affaire Bedford dans laquelle les demanderesse cherchent à décriminaliser certaines dispositions de la loi fédérale sur la prostitution. Nous participons également au processus d'appel de la décision de la Juge Himel. Nous avons également participé à une émission de TFO portant sur la décision, en plus de faire des présentations dans la communauté.



## Démarchage et liaison avec les ministères

Assurer une présence et une visibilité auprès des décideures et décideurs, de préférence avant que les décisions ne soient prises, requiert disponibilité et vigilance de la part d'AOCVF et ses organismes membres. Ce n'est qu'en prenant part aux rencontres et en intervenant dans les débats que les besoins des femmes francophones victimes de violence seront entendus. Chaque année donc, en particulier au niveau provincial, AOCVF est active, sans hélas toujours obtenir les résultats désirés...

### Secteur justice

Depuis deux ans, nous cherchons à rebâtir la relation avec le Secrétariat ontarien des services aux victimes (SOSV) qui s'était effritée après de nombreux changements de personnel. Font partie de ce comité : Jeanne Françoise Mouè, Gaétane Pharand, Jo-Anne David, Julie Bécharde-Fischer et Josée Guindon. Nous avons abordé les questions suivantes lors des rencontres : l'étude sur les salaires et le financement des CALACS, la prostitution, les SEF, les besoins en matière de SEF dans la région désignée de Kingston. Les résultats se faisant attendre, nous avons demandé une rencontre avec le Procureur général Chris Bentley que nous avons enfin rencontré le 3 mars 2011. Qu'en résultera-t-il...?

En novembre 2010, Josée Guindon a fait une présentation pour le compte d'AOCVF aux participantes et participants aux journées de formation organisées par l'Institut professionnel de formation de langue française du Bureau de la Coordinatrice des SEF du secteur justice (MPG, Sécurité publique, Services correctionnels) à Cornwall.

### Direction générale de la condition féminine de l'Ontario

La DGCFO s'avère être une solide alliée des initiatives d'AOCVF. Elle soutient l'Institut de formation, le projet Femmes ontariennes et droit de la famille (FODF), la campagne VAF et une nouvelle initiative de formation spécifique en matière d'agression à caractère sexuel. Nous avons travaillé étroitement avec ses agentes pour l'organisation des consultations, et nos demandes sur les besoins des femmes francophones ont été très bien accueillies.

### Ministère des Services sociaux et communautaires

En l'absence de rencontres du comité interministériel, notre rôle auprès du MSSC a surtout consisté à soutenir la mise en œuvre des services dans le Sud-Ouest et à travailler avec le conseil d'administration d'Oasis et le bureau régional au moment du changement de direction. Nous participons également à la liaison avec les bureaux régionaux en collaboration avec les gestionnaires de la Ligne Fem'aide.

## Remerciements

En dernier lieu, le conseil d'administration d'AOCVF, composé de

Thérèse Allard, région du Nord  
Julie Béchard-Fischer, région du Nord  
Émilie Crackondji, région du Sud  
Jo-Anne David, région du Sud, vice-présidente  
Dada Gasirabo, région du Sud  
Isabelle N. Miron, région de l'Est  
Jeanne Françoise Mouè, région de l'Est, présidente  
Céline Pelletier, région de l'Est, secrétaire-trésorière  
Gaétane Pharand, région du Nord,  
Rose Viel, région du Nord-Ouest

ainsi que la directrice générale Ghislaine Sirois, tiennent à remercier chaleureusement les bailleurs de fonds des projets d'AOCVF qui ont su reconnaître l'importance des projets soumis et en soutenir la réalisation :

- Le ministère des Services sociaux et communautaires (MSSC),
- La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (DGCFO),
- Le Secrétariat ontarien des services aux victimes, ministère du Procureur général (MPG),
- Le Bureau de la coordonnatrice des SEF du MPG,
- Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario,
- L'Office des affaires francophones (OAF),
- Condition féminine Canada (CFC),
- La Fondation Trillium de l'Ontario,
- La Société santé en français et Santé Canada,
- Le Centre francophone de Toronto

Le conseil d'administration et la direction générale tiennent également à remercier l'équipe en place, toutes celles qui ont déjà été nommées dans le cadre de ce rapport, et de plus, Nancy Langlois pour la gestion des ressources matérielles et financières de l'organisme. Méritent également nos remerciements les fidèles partenaires universitaires et les contractuelles — en particulier Louise Allaire, Johanne Ouimette et Lucie Brunet — qui ont su mener à bonne fin toutes les activités et les projets au cours de l'année. Nous remercions aussi les intervenantes qui par leur participation active aux rencontres et aux consultations, par leurs messages et leurs appels contribuent à nous faire connaître les enjeux, les défis et les besoins des femmes victimes de violence. L'apport des organismes membres et de leurs conseils d'administration mérite aussi d'être souligné, pour leur appui fidèle aux activités et projets d'AOCVF.

De plus le conseil d'administration tient à souligner l'apport exceptionnel des survivantes tout au long de cette année :

- Celles qui ont bien voulu témoigner de leur vécu lors des consultations en vue du Plan d'action de l'Ontario contre la violence à caractère sexuel,
- Celles qui ont pris part à l'évaluation des services de la Ligne Fem'aide,
- Celles qui ont participé à l'étude sur les besoins juridiques.

Nous tenons à vous remercier toutes. Malgré la peine immense qui vous habite encore, vous avez eu le courage de témoigner et vous avez accepté de contribuer à améliorer le sort des femmes. Votre contribution est des plus précieuses. Le village ne s'en porte que mieux...

Par la présente, AOcVF déclare que toutes les mesures sont prises afin de se conformer aux lois et aux règlements pertinents et que l'organisme respecte son mandat et ses règlements internes dans la réalisation de ses activités.

Déposé à Toronto, le 19 octobre 2011 lors de l'Assemblée générale annuelle.



---

Jeanne Françoise Mouè,  
Présidente du conseil d'administration